



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16819
7 novembre 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 22 OCTOBRE 1984, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LES REPRESENTANTS PERMANENTS DE L'ANGOLA, DU CAP-VERT, DE LA GUINEE-BISSAU, DU MOZAMBIQUE ET DE SAO TOME-ET-PRINCIPE AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Les Représentants permanents de la République populaire d'Angola, de la République du Cap-Vert, de la République de Guinée-Bissau, de la République populaire du Mozambique et de la République démocratique de Sao Tomé-et-Príncipe présentent leurs compliments au Président du Conseil de sécurité et ont l'honneur de lui faire tenir les documents ci-après relatifs à la grave situation qui règne dans le territoire du Timor oriental, sous occupation militaire indonésienne, et de demander que ces documents soient distribués comme document du Conseil de sécurité :

- a) Un communiqué concernant la situation militaire au Timor oriental jusqu'en juillet 1984;
- b) Un rapport sur la situation alimentaire dans le territoire et des renseignements sur les atrocités commises par les autorités et les forces d'occupation;
- c) Liste de prisonniers qui ont disparu. Ce n'est qu'une liste partielle de personnes facilement identifiables.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la République populaire d'Angola,

(Signé) Elisio FIGUEIREDO

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la République du Cap-Vert,

(Signé) Corentino DOS SANTOS

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la République
de Guinée-Bissau,

(Signé) Inacio SEMEDO, Jr.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la République
populaire du Mozambique,

(Signé) Manuel DOS SANTOS

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la République
démocratique de Sao Tomé-et-Principe,

(Signé) Joaquim R. BRANCO

Annexe I

FRONT REVOLUTIONNAIRE DU TIMOR ORIENTAL INDEPENDANT

Communiqué

L'offensive de Beni Mordani, lancée en septembre l'année dernière, a jusqu'ici donné des résultats qui se traduisent par la frustration des soldats indonésiens et l'incapacité de Djakarta de mettre fin à la guerre en faisant la guerre. Cette offensive de vaste envergure, mais impuissante, lancée par les généraux de Djakarta en vue d'exterminer le Fretilin en mettant en oeuvre d'énormes moyens - avions Bronco et Tiger, navires, canons, mortiers, hélicoptères, bazookas, roquettes et une vingtaine de bataillons - s'est heurtée à une solide résistance de la part des guérilleros qui ont constamment infligé de lourdes pertes aux troupes d'occupation et qui ont pris une grande quantité d'armes, de munitions et de matériel militaires indonésiens.

L'ampleur des opérations lancées par les guérilleros montre bien la capacité d'action des Falintil qui ne se sont jamais laissé intimider par les menaces constantes d'extermination et par la violence de l'offensive. Grâce au matériel indonésien capturé, le Fretilin pourra poursuivre la guerre tant que Djakarta continuera d'agir au mépris total des résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Le Fretilin n'a pas adopté une attitude de défense passive comme le prévoyait Beni Mordani; les guérilleros, en plus du combat quotidien qu'ils livrent au cours des opérations militaires qui se déroulent dans nos zones, ont commencé à lancer des attaques, en particulier contre Tutuala, Lospalos, Lore, Luro, Uato Korbau, Kelilai, Uato Lari, Venasse, Laleia, Cribas, Natar Bora, Ainaro, Same, Alas, Soibada, Ossu, Laclubar et Turiskai.

Deux avions Bronco et deux avions Tiger mitraillent et bombardent chaque jour les zones contrôlées par le Fretilin, soit pour exercer des représailles, soit pour dégager le terrain et permettre aux troupes indonésiennes d'avancer. Des mortiers et des canons, placés dans les villages et en dehors de ceux-ci (Lospalos, Luro, Uato Lari, Kelikai, Iliomar, Ossu, Vikeke, Laclubar, Same, Alas, Turiskai, Manatuto, Mehara Sagadate et Naharecka), terrorisent nuit et jour la population locale. Cinq nouveaux bataillons ont été amenés sur les lieux (741, 742, 743, Marinir 5 et un EPKAD) pour venir renforcer les 15 000 hommes déjà sur place. Malgré cela, les hôpitaux de Dili et de Baukau sont bondés de soldats indonésiens blessés et, à Baukau (Kaibada), il a fallu construire un autre cimetière.

Ne pouvant éliminer immédiatement les guérilleros, le remplaçant du colonel Purwanto*, considéré comme étant plus déterminé et plus agressif, a une fois de plus forcé la population à participer aux combats qui se sont déroulés en janvier et en février dernier, et ce malgré les protestations de l'Eglise catholique de Dili. Pendant les combats, les civils souffraient de la faim parce qu'on ne leur donnait pas de rations, alors que les soldats indonésiens étaient approvisionnés par hélicoptère; les civils, qui étaient dans une situation extrêmement difficile, se "plaignaient" mais étaient obligés de continuer d'avancer. De ce fait, il n'a

* Ancien commandant militaire indonésien au Timor oriental.

pas été possible de poursuivre les combats, qui devaient aboutir en avril à l'élimination totale du Fretilin. Toutefois, une nouvelle mobilisation des Timorais âgés de 14 à 60 ans est prévue pour les mois de la saison sèche (août, septembre et octobre). De la fin du mois de juin à la mi-juillet, les habitants de Venasse, Lalcia, Manatuto et Lacleo ont été obligés de participer aux combats dans le centre-nord et une trentaine ont été tués à Vaine, le 5 juillet, lors d'un affrontement avec les guérilleros, parce que les forces d'occupation forcent les Timorais à avancer pendant qu'eux-mêmes restent à l'arrière. Qui plus est, les autorités d'occupation recrutent actuellement des "pemudas" (écoliers) et leur donnent des armes.

Les déclarations publiées par Djakarta sur des "combats sporadiques" (au Timor oriental) sont tout simplement contredites par leur refus de laisser entrer des observateurs indépendants. Ce refus et l'expulsion récente du CICR ont permis aux autorités d'occupation et à leurs forces criminelles de faire régner un nouveau climat de terreur et de violence au Timor oriental. Les arrestations arbitraires continuent et quiconque sort de prison la nuit ou est emmené de chez lui la nuit disparaît. Nous continuons de demander à tous ceux qui sont épris de paix et de justice d'inciter Djakarta à ne pas exercer de représailles sur la population lorsque ses forces subissent des revers sur les champs de bataille et à autoriser les organisations humanitaires à pénétrer au Timor oriental pour venir en aide à la population. Le "gouverneur" (gouverneur) fantoche, Mario Carrascalao, a cessé de distribuer de l'argent aux habitants affamés de Dili pour les empêcher "d'acheter une mangue à un endroit pour la revendre à un autre" et, devenant encore plus décidé et agressif, il a mis fin aux audiences qu'il accordait dans le cadre de sa politique de "conquête des coeurs" et il hurle à ceux qui pensent encore qu'il pourrait leur donner de l'argent pour acheter à manger pour leurs enfants : "Si les Indonésiens meurent, vous pouvez bien mourir aussi!"

La population du Timor oriental lutte et accepte tous les sacrifices qu'exige sa libération! La population du Timor oriental lutte pour l'expulsion de la domination étrangère et les guérilleros du Fretilin sont toujours plus décidés à assurer, par la lutte armée, la défense du droit inaliénable qu'a le peuple Maubere de choisir librement sa propre destinée.

LA PATRIE OU LA MORT!

LA RESISTANCE C'EST LA VICTOIRE!

LA LUTTE CONTINUE DANS LES VILLAGES ET LES MONTAGNES DU TIMOR ORIENTAL!

Au Timor oriental, pendant les combats de juillet 1984.

Le commandant en chef des Falintil

Xanana

Annexe II

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU TIMOR ORIENTAL - FRETILIN

Rapport

1. Aperçu des conditions de vie de la population. Sur le plan de la nutrition, la situation est déplorable

Zone de Tutuala : Les cinq tribus du village de Tutuala ont quelques petits terrains où elles cultivent le manioc, mais n'ont pas de maïs, car il ne leur a pas été possible d'en semer la saison précédente. Ceux qui recouraient habituellement à la pêche ne peuvent aller jusqu'au rivage en raison des restrictions à la libre circulation des personnes. Les habitants de Mehora, Poros et Porlamano ont épuisé leurs réserves d'herbes de 1982 et n'ont plus rien à manger. Dans ces trois localités, la population subit de nombreuses représailles de l'ennemi.

Zone de Lospalos : La situation à Muapitine, Home, Ira LafenFuibro, Lusrai, Cepelata et Ira Hara (certaines de ces localités sont concentrées autour de Lospalos) est la même qu'à Tutuala. La population connaît de grandes difficultés du fait qu'elle ne peut pas quitter les villages pour aller chercher des noix de coco sur les coteaux près de la plaine et qu'il lui a été impossible de planter quoi que ce soit. Les champs à proximité de Louro, Soro et Sorulua n'ont pas été plantés, et la population est, là aussi, dans une situation difficile, mais elle peut au moins se nourrir des noix de coco qu'elle trouve autour des champs.

Zone de Lore : Les habitants de Maluro et d'Ili Lapa parviennent à compléter par des noix de coco le peu de nourriture dont ils disposent.

Zone de Moro : Ici, la population vit dans de meilleures conditions, mais les champs de Maina I et II, de Cerelau et de Baduro ne servent qu'à fournir des cumbili (légume qui croît en bordure des champs, comme les noix de coco).

Zone de Iliomar : Mis à part les petits jardins où elle cultive le maïs et le manioc, c'est en se nourrissant de sagu (racines) que la population a réussi à survivre.

Zone de Luro : C'est la zone de la faim permanente. La population, dont l'aliment de base est habituellement la patate douce, n'a pas été en mesure de planter cette année en raison des restrictions imposées et se trouve, de ce fait, totalement démunie de patates.

Zone de Laisoi : La dernière récolte de maïs est sur le point de s'épuiser, mais la population survit en mangeant du manioc; les réserves étant déjà vieilles, elles commencent toutefois à pourrir.

Zone de Laga : Les rizières en bordure de Laga appartiennent aux favorisés, qui possèdent des buffles confisqués à des personnes suspectées d'avoir des sympathies pour le Fretilin. Malgré l'existence de jardins de maïs et de manioc sur les coteaux, les habitants des villages de Samalai, Saclari, Saqadate et Atebri (concentrés le long de la route de Laga à Saquia) n'ont pu survivre qu'en se

nourrissant de fruit à pain, dont ce n'est déjà plus la saison, et ils auront bientôt épuisé ce qu'il leur reste de la production de leurs jardins potagers, faute d'avoir pu planter au cours de la saison précédente.

Zone de Baguia : La situation est très mauvaise; les plants de patates douces, qui constituent l'aliment de base, ne donnent pour l'instant que des feuilles, dont la population doit se nourrir. Plus au centre, les propriétaires terriens ont aussi du manioc. Les tribus qui vivaient auparavant dans les montagnes et dans la zone de Leguman se sont maintenant concentrées aux alentours du village et ne peuvent pas se nourrir de cumbili, de sagu ou de noix de coco puisqu'il n'y en a pas dans la région.

Zone de Kelikai : Ici aussi, c'est la faim permanente. La population n'a pas de maïs. Le manioc ne pousse pas bien à cause du climat et la production de patates douces est faible. Comme les années précédentes, la population a pu se nourrir de plantes sauvages, d'herbes ou de noix de coco, mais, vu l'interdiction de se déplacer au-delà de Meku ou de sortir du village, elle doit se contenter de feuilles de papayer et de papayes vertes.

Zone d'Uato Lari : Ici, il n'est pas permis de planter au nord de la route Vikeke-Uato-Lari et les nouveaux jardins potagers du côté sud, auxquels les restrictions ne permettaient pas d'accéder, n'ont pas donné une récolte suffisante. En de nombreux endroits (Uato-Lari, Ossu, Venilale, Seical, Rade Uma, Vemasse, Laleia), le maïs a été planté hors saison dans des jardins potagers mal préparés et le peu que la population a réussi à planter s'est desséché, les chutes de pluie ayant cessé. Les populations vivant dans les campagnes de Kapuas, Maluro Komo, Meabuti, Be Bui et Lugaca doivent désormais se nourrir uniquement de cumbili, de sagu et de maek, plantes qui poussent près des champs. Du fait que la population ne peut se déplacer plus loin, la situation sera bien pire pendant les mois de la saison sèche qui arrive.

Zone d'Ossu et Venilale : La situation n'y est pas aussi mauvaise qu'à Kelikai; toutefois, faute d'avoir pu planter au cours de la saison précédente, une grande partie de la population souffre de la faim et doit encore se nourrir de manioc.

Zone de Baukau : Dans les régions environnantes, de Seical à Gari Uai et de Loilubo à Bukoli, la population souffre beaucoup des restrictions imposées à la libre circulation et ne peut accéder à ses jardins potagers. Elle n'a plus de maïs et survit en mangeant du manioc qu'elle trouve encore dans les jardins potagers, mais au cours des mois à venir elle se trouvera dans une situation beaucoup plus pénible.

Zone de Vemasse : La production des quelques rizières qui se trouvent sur la côte a été faible cette année. La majorité de la population qui vivait autrefois à l'intérieur des terres s'est actuellement concentrée autour du village et doit continuellement faire face au problème de l'insuffisance des terres cultivables. En outre, étant donné qu'il a été impossible de planter la saison précédente, elle n'a d'autres ressources que de manger du sagu.

Zone de Vikeke : Dans les campagnes de Bua Norak, Be Loi, Bikaoin et Luca, la population ne peut survivre qu'en pilant, jour et nuit, du sagu pour se nourrir. A Klaterek Mutiu, où se sont concentrés les survivants de Kraras, les habitants meurent de faim car ils n'ont même pas de couteaux pour couper le sagu.

Zone de Lacluta, Barike, Soibada et F. Berliu : La superficie des terres cultivables a diminué et il ne reste plus de maïs. La seule nourriture est le manioc produit en 1982, mais ici aussi le manioc (pourri) cause des empoisonnements.

Zone de Laleia : Le problème de l'insuffisance des terres et la faim ont, ici aussi, un caractère permanent. La population a réussi à planter un peu de maïs au nord de la route, mais, alors que les épis de maïs étaient encore verts, les autorités d'occupation ont obligé les habitants à les couper "pour des raisons de sécurité"; le peu de maïs que la population avait coupé a pourri, et les habitants n'ont d'autre ressources que de se rendre sur la côte (toujours accompagnés par les forces armées) pour cueillir des tamarins et quelques feuilles sauvages. Ceux qui se rabattaient sur la pêche et sur le ramassage de sel ne peuvent plus le faire à cause des restrictions. Il y a de grandes quantités d'herbe à 2 km seulement du village, mais les habitants ne sont pas même autorisés à se nourrir de maek ou de sagu.

Zone de Laclubar : La patate douce et les kortas (aliment de base) ne peuvent apaiser la faim, et la population s'alimente de koto morek, qui pousse sur les coteaux d'Uma Lima et de Maubere. Ici, on "ne connaît pas" le maïs.

Zone de Alas : La population vit très mal et n'a pu pendant plusieurs mois, accéder aux jardins potagers. Elle a été contrainte de laisser pourrir le peu de maïs qu'elle y avait cultivé.

Zone de Manatuto : Ici, la faim est chronique, comme par le passé, et la superficie des rizières a diminué; en outre, celles-ci n'appartiennent pas à l'ensemble de la population. Bien qu'ils disposent de quelques petits jardins potagers, les habitants, d'une manière générale, en sont toujours réduits à manger du sagu.

Zone de Same : Rien ne pousse sur les champs de Dare, Kipantiga, Rotuto, Seu Sate, Holaina et Gorotu, et la population est dans une situation très difficile. Dans toutes ces zones, la majorité de la population n'a pas de vêtements.

2. Quelques données sur les atrocités commises par les autorités et les forces d'occupation

a) Nouvelles atauros (îles pénitentiaires) et nouvelles comarcas (prisons) en dehors du Timor oriental :

Entre octobre 1983 et mai 1984, Garuda (la compagnie aérienne indonésienne) a déjà transporté à six reprises des prisonniers de Dili à Bali, Kupang et Flores. Lorsqu'ils quittent les prisons de Dili, les prisonniers sont attachés deux par deux, par le pouce, en attendant l'embarquement. Ceci a pu être observé par toutes les personnes qui se trouvaient à l'aéroport. Les membres de la famille des

prisonniers qui vivent à Dili ont été autorisés à faire leurs adieux à leurs mari, père ou fils. Comme il n'est pas possible de donner le nom de tous les prisonniers, nous dirons seulement que parmi eux se trouvaient David Ximenes, ancien candidat à un poste d'officier dans l'armée portugaise, emprisonné depuis juin 1980, et Antonio da Piedade, né à Uaibota-Ossu, ancien administrateur d'un village à l'époque coloniale;

b) Actes inhumains perpétrés par les nangallas (unités spéciales de lutte contre la subversion) à Mehara :

Après une opération menée le 6 novembre 1983 sur la route de Mehara à Tutuala, au cours de laquelle les guérilleros avaient détruit un véhicule et saisi 15 armes, et comme suite à une opération lancée le 20 novembre 1983 contre le village de Tutuala, au cours de laquelle les nangallas stationnés là avaient perdu sept hommes, l'occupant-assassin a emprisonné plus de 200 habitants de Mehara et de Porlamano et les a parqués dans les deux établissements scolaires de Mehara. Parmi les prisonniers se trouvaient des personnes âgées, des hommes, des femmes et des enfants (tous des parents des villageois passés à la résistance armée en août 1983). Non seulement ont-ils été battus et torturés (les femmes ont également été soumises à des électrochocs et ont subi des brûlures de cigarettes sur la poitrine et le visage), mais personne n'était autorisé à s'éloigner de plus de cinq mètres du bâtiment scolaire. Comme il n'y avait pas de toilettes, dans la journée, les hommes et les femmes "faisaient leurs besoins" à découvert, sous les yeux des nangallas qui se moquaient des femmes en tenant des propos immoraux du genre "qu'est-ce que tu fais là, la vieille?". Et la nuit, les prisonniers étaient obligés de "faire leurs besoins" devant tout le monde dans de petites boîtes de conserve dont ils étaient tous munis. Chaque prisonnier recevait sa nourriture de chez lui, mais la population n'était pas toujours autorisée à l'apporter. C'est ainsi que les deux établissements scolaires étaient devenus des prisons, où les prisonniers dormaient, mangeaient et "faisaient leurs besoins". Nombre de ces prisonniers ont disparu et nous indiquons leurs noms dans notre prochaine lettre;

c) Autres actes de représailles non moins inhumains :

Après la révolte de Kraras, les forces d'occupation ont détruit entièrement le village, massacrant plus de 200 personnes; parmi celles-ci se trouvaient des hommes, des femmes, des invalides et des enfants. Les malades, les invalides et les bébés ont été brûlés à l'intérieur de leurs maisons. La population est restée sans vêtements, sans nourriture, cherchant refuge sur le mont Sibileu. Après d'intenses bombardements, les forces d'occupation ont capturé près de 500 personnes et les ont massacrées au bord de la rivière Be Tuku. Des bombardements constants, l'encercllement prolongé de la montagne et les opérations de "nettoyage" ont contraint les survivants à se rendre à l'ennemi. Les agresseurs ont enlevé à la population ce qui lui restait - petits et grands couteaux et lances. Toute la population a été envoyée dans un lieu appelé Klaterek Mutiu, où elle ne peut couper ni sagu pour se nourrir ni du bois pour construire des huttes. Si les habitants de Bikarin n'avaient pas fourni une assistance aux survivants de Kraras (anciennement de la tribu Sibileu), ceux-ci auraient été décimés par la faim. Jour et nuit, les hommes comme les femmes doivent assurer un "service de garde", tandis qu'une section de nangallas, stationnée au centre du champ, les avertit qu'en cas d'attaque du Fretilin ils seraient tous exterminés;

d) On peut citer d'autres actes de représailles exercées sur la population. Les incidents de cette nature sont innombrables et nous ne donnons que quelques exemples qui sont aisément vérifiables :

Les 15, 16 et 17 mars 1984, des accrochages se sont produits successivement à Bou Meke, Kaibrek et Buburako avec le bataillon 328 des forces indonésiennes, au cours desquels les guérilleros de l'unité III de la compagnie A ont infligé de lourdes pertes à l'ennemi. Les hommes du bataillon 328, faisant mouvement vers l'est au-delà des monts Ossoala, ont pénétré dans les jardins potagers des habitants du village de Venilale, se sont emparés de trois villageois qui se trouvaient dans les jardins et les ont abattus. Ces personnes étaient Manuel, 38 ans, Francisco Loi, 27 ans et Isac de Sousa, 29 ans, originaires des hameaux de Patu Lia, Builale et Uai Oli, dans la commune de Venilale. Isac était le neveu de Joaquim de Sousa, commandant de la hansip (milice civile) de Venilale. Cet incident s'est produit le 21 mars 1984.

Pendant tout le mois de mai et la première moitié de juin, les nouveaux "chiens courants" des bataillons 741, 742 et 743 ont harcelé les deux compagnies de l'unité II des FALINTIL qui opéraient au nord de Matebian. Les combats qui se sont déroulés à Kailoibere, Bu'u Bere, Ate Ua, Isi, Ailemo Boroloi et Ulu Su ont causé d'innombrables pertes en hommes et en armes qui n'ont pu être vengées que le 25 juin, lorsqu'une compagnie du bataillon 741 a traversé Venilale en se dirigeant vers les zones de combat du centre. Près de Venilale, sur la rive gauche de la rivière Assalaitula, où certains villageois possèdent des rizières, les agresseurs se sont emparés de deux hommes, prénommés Joao et Gaspar, originaires de Uai Oli, et les ont abattus. Joao était le cousin d'Aleixo Ximenes, membre du Parlement régional indonésien. Malgré la colère qu'ils éprouvent, Aleixo Ximenes et Joaquim de Souza, qui bénéficient d'un statut privilégié sous l'occupation indonésienne, n'ont eu ni n'auront la possibilité d'agir. Nous sommes certains que, tout en déplorant la mort de leurs parents, ils n'en diront pas un mot aux "délégations" qui se rendront éventuellement au Timor oriental.

En septembre de l'année dernière, après l'attaque du poste de Baha Sae, au cours de laquelle les guérilleros ont fait cinq morts et huit blessés et se sont emparés de cinq armes, les nangailas stationnés dans ce poste ont emprisonné 17 civils, qu'ils ont ensuite emmenés à Venasse où il les ont massacrés.

Au cours de l'opération qui s'est déroulée à Loi Boro Uai, près de Baukau, le 19 mai 1984, les guérilleros ont saisi deux caisses de munitions que les Indonésiens avaient abandonnées dans leur fuite. A la suite de cet incident, les autorités d'occupation ont emprisonné 23 personnes, dont huit ont disparu après avoir été, de nuit, extraites de prison. Leurs familles, qui avaient l'habitude de leur apporter de la nourriture, ont été informées que leurs parents "faisaient des études à Djakarta". Or ces malheureux étaient illettrés!

De même, le 14 mai 1984, à la suite de l'opération de Kairabela au cours de laquelle les guérilleros ont saisi dix armes, dont des "Galaxys", et tué 15 soldats indonésiens, plus de 30 civils ont été emprisonnés et à Baukau certains d'entre eux ont disparu.

Des incidents de cette nature se produisent partout et constamment. Nous nous bornons à rapporter des faits qui sont connus de toute la population de la région concernée. Dans notre prochain rapport, nous fournirons des renseignements sur d'autres incidents qui se sont produits ailleurs.

Annexe III

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU TIMOR ORIENTAL - FRETILIN

Liste des personnes emprisonnées et disparues après l'incident de Vikeke,
qui a eu lieu après la rupture du cessez-le-feu (août 1983)

Remarque. Nous ne mentionnons que des personnes aisément identifiables. Les autres très nombreuses, ne figurent pas sur cette liste, car elles portent des noms "maubere" (timorais).

1) Teresa dos Anjos, âgée de plus de 40 ans, du village de Kraras. Emprisonnée le 11 août 1984 par des membres du KODIM de Vikeke, où elle est toujours en prison. Elle a été brutalement battue par le Kasi Satu.

2) Des soldats du bataillon 745, stationné à Vikeke, ont reçu l'ordre de fouiller tout le village et ont emprisonné, entre autres, les personnes suivantes :

- Abilio, 31 ans, de Vikeke (20 août 1983);
- Marcelino Amaral, 30 ans, de Karau Balu (21 août 1983);
- Abilio Amaral, 26 ans, de Karau Balu (21 août 1983);
- Domingos Salsinha, 33 ans, de Uma Kik (30 août 1983);
- Mario Pinto, 30 ans, de Balara Uain (4 septembre 1983);
- Adelino, 26 ans, de Karau Balu (7 septembre 1983);
- Alerico, âgé de plus de 50 ans, de Karau Balu (8 septembre 1983);
- Guilhermino, âgé de plus de 30 ans, de Karau Balu (13 septembre 1983);
- Jacinto, 35 ans, de Balara Uain (13 septembre 1983);
- Duarte, 31 ans, de Balara Uain (17 septembre 1983);
- Hermenegildo, 25 ans, de Karau Balu (18 septembre 1983);
- Leonardo, 27 ans, de Karau Balu (23 septembre 1983).

Ces personnes ont été sauvagement battues, notamment à coups de crosse, au cours de leur emprisonnement et ont été torturées pendant les interrogatoires par le KODIM. Domingos Salsinha, Mario Pinto, Guilhermino, Jacinto, Duarte, Hermenegildo et Leonardo sont considérés comme disparus. Les autres sont toujours en prison.

3) Les fonctionnaires du KODIM, pour leur part, ont emprisonné :

- Aida dos Anjos, 16 ans;
- Maria Odete, 16 ans;
- Mariana, 17 ans;
- Domingas, 20 ans;
- Cipriana, 19 ans;
- Siza, 18 ans.

Toutes originaires du village de Vikeke, elles ont été emmenées au KODIM où elles sont toujours emprisonnées.

4) Les NANGALLAS stationnés à Ossu ont envoyé les personnes suivantes au KODIM de Vikeke :

- Feliciano de Jesus, 29 ans, toujours en prison (2 octobre 1983);
- Paulino da Silva, 30 ans, disparu (2 octobre 1983);
- Celestino da Costa, 38 ans, roué de coups de poing et de coups de crosse de fusil (2 octobre 1983);
- Elias Guterres, 38 ans, roué de coups (2 octobre 1983);
- Francisco Xavier, 30 ans, torturé à l'électricité (4 octobre 1983);
- Filomeno da Costa, 22 ans, disparu (4 octobre 1983);
- Agostinho Sarmiento, 20 ans, torturé à Vikeke, disparu (4 octobre 1983);
- Renugio da Silva, 26 ans, roué de coups de crosse de fusil, de coups de poing et de coups de talon, disparu (4 octobre 1983);
- Domingos Sina, 27 ans, disparu après son interrogatoire (4 octobre 1983);
- Domingos, environ 40 ans, sauvagement battu (4 octobre 1984);
- Acacio Guterres, 24 ans, disparu (6 octobre 1983);
- Clementino da Silva, 29 ans;
- Feliciano do Anjos, 56 ans;
- Luis Soares, 39 ans.

(Ces trois dernières personnes ont été incarcérées par le Koramil local le 5 octobre 1983. Elles ont été frappées à coups de talon et de crosse de fusil. Elles sont toujours en prison à Vikeke.)

- Cipriano Freitas, 41 ans, battu jusqu'au sang, toujours en prison (10 octobre 1983).

5) Chaque nouveau cas de tortures et de violence, est inévitablement suivi de nouveaux emprisonnements et le peloton 745 de Vikeke ne chôme pas :

- Le 13 octobre 1983, les personnes suivantes, entre autres, ont été emprisonnées :

- Armando Finto, 27 ans;
- Salvador Belo, 30 ans.

Tous deux ont été sauvagement battus dans les locaux du KODIM et sont aujourd'hui portés disparus.

Le 14 octobre 1983, les personnes suivantes, entre autres, ont été emprisonnées :

- Anastacio Soares, 23 ans;
- Raimundo Pereira, 27 ans, originaire de Wai Nori et habitant à Vikeke, considéré comme disparu.

Le 10 novembre 1983, Mariano Menezes, 49 ans, originaire de Uato Lon et vivant à Vikeke a été conduit au KODIM et sauvagement battu. Il est toujours en prison.

6) A la suite de l'incarcération de Mario Menezes, le Koramil local de Beaso, non loin de Vikeke, a conduit en novembre les personnes suivantes au KODIM :

- Afonso Monteiro, 20 ans;
- Manuel Soares, 27 ans;
- Jeremias da Costa, 30 ans;
- Miguel Nogueira, 29 ans;
- Antonio de Carvalho, 53 ans.

Tous sont originaires de Lugaça (Mato Lari) et habitaient à Beaso. Ils ont été sauvagement frappés, ce qui a entraîné l'incarcération de 26 autres personnes. Dix d'entre elles sont portées disparues, les autres sont toujours en prison.

7) En outre, les personnes suivantes ont été emprisonnées en septembre et envoyées à Dili :

- Francisco Ximenes, enseignant à l'école de la mission catholique;
- Joao Bosco, qui pendant la période coloniale dirigeait l'office du tourisme;
- Fernando Gonzaga, enseignant pendant la période coloniale.

Afonso da Costa Rangel et Domingos Pinto, de la tribu de Taibileu/Vikeke, plusieurs fois emprisonnés, avaient été relâchés à Dili au début du cessez-le-feu. Ils ont été une nouvelle fois arrêtés en septembre 1983 et l'on pense aujourd'hui qu'ils ont été envoyés dans les nouvelles Conarcas (prisons) en Indonésie. Il en va de même des trois personnes mentionnées précédemment.

8) L'infirmier Augusto Gusmao, né à Venasse, harcelé depuis 1980 et plusieurs fois emprisonné, a été battu et torturé en septembre 1983. Libéré une semaine plus tard, il est retourné travailler à la mission, ou plus exactement à l'école de Fatumaca. Le 17 juin 1984, il a été convoqué au KODIM de Baucau où il a été battu, puis relâché le 19 juin 1984. Deux jours plus tard, le 21 juin, un peloton armé est venu le chercher chez lui, de nuit. Nous ne savons toujours pas ce qu'il est advenu de lui. Certains membres du FRETILIN (qui ont survécu à la vague d'emprisonnements, de disparitions et de massacres) se trouvent dans la même situation.

Les méthodes employées pour terroriser les personnes instruites, qu'on suppose capables d'organiser ou de guider des groupes clandestins, qu'elles soient ou non membres du FRETILIN) consistent à les convoquer, les détenir pendant plusieurs jours pour interrogatoire, les relâcher, les convoquer à nouveau, les menacer, les libérer à nouveau, les convoquer encore, les battre et les relâcher, les convoquer une fois encore pour interrogatoire, les libérer et ainsi de suite, indéfiniment.

Nous comptons fournir encore d'autres informations par la suite.

Fait au nom du Timor oriental, en lutte contre les déferlements de crimes et les déchaînements de terreur, ce mois de juillet de l'an neuf de la Résistance armée.

Xanana
Jose Alexandre Gusmao
(Commandant en chef du FRETILIN)

